



Pour la CGT, ce n'est malheureusement pas une surprise : les financements publics socialement et économiquement utiles sont insupportables pour la Cour des Comptes ! Ses préconisations d'hier le confirment amplement.

Constatant un « dérapage » des dépenses publiques, la Cour se fend d'un certain nombre de préconisations dont le côté tristement prévisible le dispute à l'engagement partial et subjectif !

Résumons :

- *gel de la valeur du point d'indice ;*
- *suppression du supplément familial de traitement ;*
- *deux départs à la retraite sur trois non remplacés dans la fonction publique de l'État (hors secteurs décrétés prioritaires) et un sur trois dans la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale ;*
- *baisse du nombre de promotions et freins au déroulement de carrière ;*
- *augmentation différenciée de la valeur du point entre les versants de la fonction publique (quand il y aura des augmentations, ce qui visiblement n'est pas pour demain).*

N'en rajoutons plus, la coupe est pleine !

Au moins pourra-t-on sans regret dissoudre l'IFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) puisque la Cour des Comptes le concurrence et le dépasse dans son libéralisme délirant...

Pour démontrer de manière définitive que la Cour des Comptes n'a plus aucune crédibilité dans ses recommandations, notons qu'à aucun moment elle ne s'interroge sur le coût exorbitant du CICE – 20 milliards d'euros par an - qui depuis sa mise en place, début 2013, a permis au chômage... de s'accroître d'un demi-million de privés d'emploi supplémentaires !

Ceci posé, l'effet d'aubaine pour le gouvernement est manifeste. Dès hier soir, Gérald Darmanin annonçait dans les médias le gel de la valeur du point d'indice, jusqu'au moins 2018.

On remarquera au passage combien l'attachement clamé au dialogue social et au respect des organisations syndicales est de pure façade : le ministre est plus prompt à aller sur les plateaux de télévision qu'à informer les syndicats représentatifs...

*Sur le fond, une austérité accrue est donc bel et bien à l'ordre du jour.
Il ne faut pas compter sur la CGT pour accepter, de près ou de loin, de nouvelles amputations massives du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique, la mise en péril de missions publiques essentielles pour la population, une détérioration accrue des conditions de travail, le démantèlement de la grille indiciaire unique.*

*C'est pourquoi, d'ores et déjà, la CGT appelle à s'emparer de la **journée d'actions interprofessionnelle du 12 septembre prochain** pour élever le nécessaire rapport de forces, obtenir des avancées sociales et s'opposer aux reculs en tout genre.*

Montreuil, le 30 juin 2017